



HAL
open science

Sur la constitution sociale des marchés

Jérôme Maucourant

► **To cite this version:**

Jérôme Maucourant. Sur la constitution sociale des marchés. Delaunay, Jean-Claude; Frederick, Bernard. Marchés et démocratie, Fondation Gabriel Péri, pp.165-180, 2007. halshs-00203437

HAL Id: halshs-00203437

<https://shs.hal.science/halshs-00203437>

Submitted on 10 Jan 2008

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Avertissement : ce texte est paru dans Jean-Claude Delaunay et Bernard Frederick, *Marchés et Démocratie*, Fondations Gabriel Péri, 2007, aux pages, 165-180.

Jérôme Maucourant¹

Sur la constitution sociale des marchés

Notre propos est de comprendre comment s'institutionnalisent les processus de marché qui ne sont aucunement des entités émergeant spontanément d'un *déterminisme* économique. En effet, l'existence de *déterminations* économiques est un fait bien réel, qui ne peut, toutefois, occulter la part souvent décisive du rôle de l'imaginaire social et du politique. L'histoire économique nous permet ainsi de comprendre en quoi l'économie est socialement constituée. Mais, la référence au marché pose de nombreuses difficultés au sein même de la discipline économique, qui, dès son origine, s'est voulue la science même des rapports marchands.

Dans une première partie, assurément trop brève, nous exposerons, à grands traits, quelques figures du marché dans la théorie économique afin de montrer, dans une deuxième partie, comment cette théorie économique peut s'enrichir de considérations plus sociologiques, permettant d'intégrer la dimension institutionnelle des phénomènes d'échanges. La troisième et dernière partie, par quelques exemples, expose l'utilité de l'histoire de la pensée économique pour nos considérations d'histoire des faits économiques.

Le « Marché » dans la théorie économique

Grâce aux travaux fondateurs de Léon Walras, il est apparu progressivement une représentation devenue commune de l'économie comme science, la théorie néoclassique de l'équilibre général. Le marché, dans cette conception, est un lieu de formation des prix permettant d'obtenir un équilibre, c'est-à-dire un *état* de l'économie où les offres et les demandes sont égales. Le marché est donc compris de façon *statique* ; ce n'est en rien ce processus *dynamique* qui relève de l'expérience commune des marchés. Cette première remarque est liée au caractère paradoxal de ce modèle où c'est une entité, le « commissaire priseur », qui doit organiser la production même de cet équilibre général des marchés. C'est pourquoi nombreux d'économistes néoclassiques reconnaissent que les fondements du socialisme centralisé ont une base théorique solide.

On comprend dès lors que des théoriciens, attachés à défendre une conception libérale de l'économie, se démarquent de la théorie néoclassique qui, en dépit de son individualisme méthodologique, peut justifier des formes poussées d'interventionnisme. Ainsi, ces économistes dits « autrichiens », surtout à la suite d'Hayek, essayent d'élaborer une conception alternative du marché comme « *procédure de découverte de l'information* ». De ce point de vue, ce n'est pas l'équilibre statique qui doit être l'objet de l'attention du théoricien, mais une perspective dynamique où n'existe qu'une « *tendance à l'équilibre* ». Néanmoins, cette conception est beaucoup moins rigoureuse que sa concurrente, la théorie néoclassique de l'équilibre général. L'idée du marché comme *processus* et non comme *état* a certes fait des émules, mais le marché comme objet théorique sérieusement délimité

¹ Maître de conférences en science économique, Université Jean Monnet de Saint-Etienne et UMR 5206 Triangle (ENS-LSH, Lyon 2 et IEP de Lyon), Institut des sciences de l'homme.

demeure un problème pour tous les économistes. Ce n'est pas un hasard s'il n'y a pas d'article relatif au « marché » dans le grand ouvrage de référence des économistes², le *New Palgrave*.

Les difficultés que rencontrent les économistes nous conduisent à esquisser un dépassement du strict point de vue « économique » pour avoir une compréhension plus fine et moins contradictoire du marché et des processus marchands. Nous émettons ainsi l'hypothèse que cet objet *a priori* économique que constitue le marché pourrait être ainsi éclairé par des points de vue historique, anthropologique et sociologique, cependant que ces disciplines pourraient intégrer les apports et les interrogations de la discipline économique vis-à-vis du marché.

Ce dialogue interdisciplinaire doit toutefois impliquer une lucidité qui n'est pas toujours le fait des économistes eux-mêmes : les esquisses théoriques que les économistes produisent pour comprendre le marché et les autres « systèmes d'allocation des ressources »³ ne sont que des *embryons*, ce dont les autres sciences sociales n'ont pas toujours clairement conscience. À cet égard, l'œuvre de D. North, porteur en histoire de ces thèses néo-institutionnalistes⁴, est une impasse car, influencé par les thèses de la « *New Institutional Economics* », cet auteur regrette seulement d'avoir trop longtemps expliqué les institutions du seul point de vue de « l'efficacité »⁵. Les difficultés méthodologiques et factuelles du néoinstitutionnalisme sont liées à un certain évolutionnisme, des postulats utilitaristes et l'affirmation que le marché moderne est une norme transhistorique qui permet de comprendre et d'évaluer toutes les autres formes d'organisations économiques.

Ces considérations nous conduisent à revenir sur les hypothèses de Polanyi, mais il serait sans objet de penser qu'il faille adopter *tous* les résultats de Polanyi tels qu'il a pu les formuler lui-même⁶. Nombre d'économistes institutionnalistes pourraient partager la spécificité de la conception du marché selon Polanyi, laquelle peut être déclinée d'un double point de vue. D'une part, le passage des anciens marchés au système moderne de marché⁷, le « Marché » pour reprendre la terminologie de S. Latouche⁸, est un processus social où la politique a toute sa place. Ce Marché est un principe d'organisation de la vie économique *et* sociale selon lequel un ensemble suffisant de marchés, liés entre eux, est à même de régler la reproduction sociale. Ces marchés sont dits « *autorégulateurs* » alors, qu'en réalité, cette autorégulation figure plus l'idéal social qui légitime ces marchés que la réalité d'une autorégulation qui est souvent chaotique ou catastrophique. Le Marché doit être conçu comme une *fiction organisatrice du social*.

L'idée spécifique de Polanyi est que les marchés du XIXe siècle incarnent l'aboutissement d'un projet caractéristique de la modernité dans ce qu'elle a d'irréductible, une *institution imaginaire du marché* qui n'a pas de précédent. Polanyi écrit que les années 1930 sanctionnent la fin d'une « *utopie* », dont le dessein est la construction d'un « *système de marché autorégulateur* »⁹ : la mise en cause de cette construction utopique du social n'est rien autre que la *Grande Transformation* elle-même¹⁰. Il est par conséquent contestable d'établir un jeu de ressemblances entre les différentes formes d'économie

² Voir si B. Guerrien (2000, p. 61).

³ Pour reprendre l'expression même de D. North (1997) qui veut produire une théorie *générale* des transactions économiques, *marchandes ou non*. Pour une exposition de ces concepts néoinstitutionnalistes et une discussion sur un cas précis.

⁴ Qui mêlent des considérations relatives aux « *coûts de transaction* » à d'autres considérations se rapportant aux « *droits de propriété* ».

⁵ Voir North (1990).

⁶ Voir Graslin & Maucourant (2005).

⁷ D'où le « M » majuscule.

⁸ Voir S. Latouche (1998, p. 149).

⁹ Voir Polanyi (1944, p. 53-54 et p. 22).

¹⁰ Polanyi n'est pas le seul auteur hétérodoxe à avoir mis en évidence le rôle des fictions comme composantes de l'organisation sociale moderne. Au début du XXième siècle, l'économiste américain Veblen avait fait de longs développements sur le capital comme représentation, sur les croyances comme illusions et sur l'exploitation de la crédulité dans le capitalisme moderne, ce qu'il appelait le « *système des prix* ». Voir Veblen (1923).

qui ont connu *des* marchés et la société qui se fonde sur un *système* de marchés généralisé : la *société de marché ne naît vraiment qu'au XIXe siècle*. Celle-ci se singularise par une part décisive de la production échangée sur l'ensemble de la production totale, des fondements juridiques et politiques particuliers, et enfin des formes nouvelles de socialité structurant l'échange ; c'est ainsi que se construit un véritable système de prix. Les positions de Weber et Polanyi sont donc très proches sur ce point.

Les approches économiques peuvent ainsi s'opposer sur le statut du marché : tantôt il s'agit d'un *état donné* du système d'allocation des ressources rares, tantôt il s'agit d'un *processus* dynamique et créatif. Les deux approches ne sont pas réellement satisfaisantes. La formalisation mathématique extrême de la première conception la rapproche d'un mécanisme de planification. La seconde conception du marché repose fondamentalement sur un *a priori* épistémologique : l'équilibre est alors un présupposé rendant la connaissance possible, cependant que l'on souhaiterait, sur ce point, des démonstrations de ce qui ne devrait pas être un postulat. A ces défauts majeurs, ces théories ajoutent une évacuation de l'histoire. Pourtant, si l'économiste veut comprendre le capitalisme, c'est pour disséquer les capitalismes, voire suggérer une politique. C'est par le biais de la référence aux fictions que nous allons tenter de faire entrer le Marché dans l'histoire : avant ce second temps de la démarche polanyienne, il sera important de montrer la dimension singulière des marchés avant le Grand Marché du Capital¹¹.

Les marchés avant le capitalisme

Marchés et institutions

L'approche substantive de Polanyi fait partie du paradigme institutionnaliste en économie qui accorde aux « *institutions* » une signification particulière. Il importe de définir ce que constitue pour nous l'institution : *elle est ce par quoi les comportements individuels acquièrent une stabilité qui est la condition de la vie sociale*. Autrement dit, l'institution renvoie à un agencement particulier des parties relativement à la totalité de la société. Il découle de cette conception de l'institution que celle-ci renvoie à des éléments psychologiques, sociaux et économiques. Ainsi, c'est dans les institutions elles-mêmes que l'on peut le mieux saisir les modalités par lesquelles les structures sociales s'agencent au processus de la reproduction sociale. L'approche institutionnaliste est donc un point de vue *et* structural *et* génétique sans quelconque hypothèse relative à l'optimalité des arrangements institutionnels. Le texte même de Polanyi témoigne que son « économie substantive » s'inscrit dans le paradigme institutionnaliste¹². Il souligne ainsi que les marchés doivent être considérés comme des « *processus institutionnalisés* » : « *les actes d'échanges au niveau personnel ne créent des prix que s'ils ont lieu dans un système de marché créateur de prix, structure institutionnelle qui n'est en aucun cas engendrée par de simples actes fortuits d'échanges* » (Polanyi, 1957, p. 245). Plus généralement, il y a plusieurs modalités par lesquelles les processus économiques sont institués selon les sociétés (p. 244). La reconnaissance de la situation sociale des actes économiques n'empêche pas une analyse économique des institutions sociales : mais, ce serait un non-sens de faire une analyse *strictement* économique de ces institutions.

¹¹ Nous signifions par là que l'économie de marché et le capitalisme sont en réalité synonymes ; dans la problématique de Polanyi l'économie de marché pleine et entière implique la société de marché. Certes, il serait possible, comme Polanyi l'indique lui-même dans *la Grande Transformation*, de penser une économie de *marchés* qui ne soit pas du capitalisme au sens où l'approche libérale entend ce terme.

¹² Celle-ci se compose de deux niveaux inséparables. Le premier est constitué des interactions entre l'homme et la nature (Polanyi, 1977, p. 31). Le second renvoie à la cohérence et à la stabilité de l'économie : la subsistance de l'homme ne peut être laissée à la merci de causes accidentelles (p. 34). Des rigidités sont nécessaires, c'est ce que signifie l'institutionnalisation des « *processus d'interaction* ».

Le marché constitue dès lors une institution qui est ouverte à l'histoire¹³. Il est donc essentiel de rapporter chaque *signification* des processus sociaux aux totalités dont elles sont issues : c'est ici où notre opposition aux approches « *modernisantes* » en économie de l'Antiquité ou « *formalistes* » en anthropologie économique est la plus nette. Il en va ainsi des prix et du marché. La signification des variations de prix dans une économie où les marchés ont une tendance à l'isolement n'a évidemment pas le même sens que dans une économie où les marchés sont profondément interconnectés et où les politiques gouvernementales peuvent, selon le besoin et le niveau de résistance sociale, faire surgir des marchés là où ils deviennent « *nécessaires* » du point de vue du pouvoir libéral.

L'échange comme forme d'intégration sociale de l'économie

Comme *forme d'intégration* de l'économie comprise en son sens « *substantif* », l'échange « *se réfère ici à des mouvements de va-et-vient comme les changements de « mains » dans un système marchand* » (Polanyi, 1957, p. 245). Sauf à être l'expression de pratiques aléatoires ne permettant pas un fonctionnement économique régulier, l'échange doit s'inscrire dans les structures économiques par des formes institutionnelles, *des marchés* ou *le Marché*. Des règles sociales permettent de contenir les échanges et de les rendre possibles. Deux cas sont distingués. Le premier où les prix sont fixes : il s'agit de l'« *échange décisionnel* ». Polanyi suppose alors qu'un segment de l'économie, régi par ce type d'échange où les prix sont contraints par la coutume ou le politique, ne peut être « *intégratif* ». Il faut une condition pour que les pratiques de l'échange marchand aient des capacités de régulation qui leur soient propres : les prix (ou « *taux de l'échange* ») doivent être négociés (p. 248). Dans ce cas, le principe de l'échange est dit « *intégratif* ». Le cas de la négociation généralisée des prix et des conditions de l'échange est une composante essentielle du Marché. Une économie comportant des marchés, une économie de *marchés*, est une chose ancienne, souligne Polanyi, dont le parangon dans le monde antique est le monde grec classique. Mais cela ne veut pas dire qu'on ait affaire à des mécanismes marchands ayant suffisamment d'autonomie pour orienter la production et la structure de celle-ci¹⁴ car toute une série de conditions essentielles au Marché font défaut.

Ainsi, l'existence d'un droit « *rationnel* » est d'importance : un trop grand arbitraire du pouvoir politique sur les patrimoines ne peut pas vraiment permettre des *logiques* marchandes, ce qui n'interdit pas les manœuvres spéculatives qu'on identifie confusément à du « *capitalisme* ». Ensuite, le mode de formation des prix : il ne faut pas simplement qu'ils fluctuent, même si l'émergence de fluctuations régulières des prix est une évolution singulière qui doit attirer l'attention de l'historien. Il faut en effet que les prix se constituent en un système lié à l'organisation même de la production. Dans le cas contraire, les variations de prix émanant des marchés propres à des communautés paysannes, largement autosuffisantes par ailleurs, paraîtront s'intégrer dans le modèle du Marché. Notons à cet égard que la récurrence de prix bas, associée à l'idée de prospérité, ne signifie pas l'existence d'une économie où les marchés sont interconnectés. En effet, ce fait indique plutôt l'aspect subordonné de la production échangée au sein de la production globale car la détermination de la production par l'échange introduit la synchronisation à la baisse des prix lors des mauvaises années, et vice-versa. De même, il n'est pas possible d'assimiler les variations brutales de prix consécutives à des événements militaires (siège, etc.) comme le signe de « *marchés créateurs de prix* » : de tels phénomènes ne démontrent en rien que les marchés structurent ordinairement la production par des « *prix* » au sens où nous l'entendons. C'est pourquoi Polanyi préfère parler de *d'équivalence* et non de *prix* quand les marchés ne sont pas la source déterminante des taux des échanges.

¹³ Même si dans des textes, essentiellement non publiés de son vivant, Polanyi oppose parfois les « *méthodes institutionnelles* » aux « *méthodes marchandes* », il qualifie généralement (cf. Polanyi (1957) ou (1947)) le marché, qu'il soit archaïque ou moderne, *d'institution*.

¹⁴ En première approche, la *structure de production* renvoie à la répartition, dans la production sociale, entre les biens de consommation et les biens de productions. Selon certains économistes, le taux d'intérêt règle cette répartition.

Plus généralement, le principe de l'échange marchand ne s'oppose ni à la réciprocité ni à la redistribution : les formes d'intégration sont complémentaires du point de vue de l'efficacité (Polanyi, 1957, p. 247). *Il n'y a pas d'antinomie entre le marchand et le non-marchand pour Polanyi*. Dans le cas athénien, Polanyi met en évidence l'importance des échanges marchands mais surtout l'articulation entre la redistribution et l'échange comme une condition de la liberté antique. La redistribution de richesses par la Cité est une condition d'un exercice authentique de la liberté : celle-ci ne peut se concevoir sans que tout citoyen soit assuré d'un minimum économique, sans quoi les plus riches achèteraient une véritable clientèle (Polanyi, 1977, p. 172-173).

Vers la constitution du « Marché »

Montchrestien et la « Révolution commerciale »

Le mercantilisme est ce moment de transition entre le temps des marchés et celui du Marché. L'analyse de ce moment de l'histoire de la pensée et des faits économiques a une vertu : nous prémunir des projections modernistes hâtives sur les faits anciens. De plus, la démonstration du fait que l'idée d'une *économie politique* est d'invention récente n'est pas à négliger. On ne peut occulter ce que les hommes pensent sur ce champ du social qu'ils contribuent par là même à constituer et l'on doit éviter ces raccourcis curieux qui écrasent ainsi l'histoire dans le mouchoir de poche de l'utilitarisme libéral.

Ainsi, selon Polanyi (1944, p. 97-101 et p. 364), l'effet des politiques mercantilistes est d'effacer la division institutionnelle du commerce et des marchés locaux, ce qui est à l'origine d'un marché *national*. Les États, au XVI^e siècle, étendent à une toute autre échelle les anciennes méthodes éprouvées, jadis développées à l'échelle municipale (p. 100) ; c'est pourquoi il n'est pas possible d'assimiler la société d'Ancien Régime à une société de marché. Selon Polanyi, « *du point de vue économique, l'instrument d'unification fut le capital, c'est-à-dire les ressources privées disponibles sous forme d'argent thésaurisé, et donc particulièrement appropriées au développement du commerce* » (p. 99). L'émergence de ce commerce intérieur est certaine souligne Polanyi : il faudrait tout de même souligner que la France n'unifie son marché intérieur qu'avec la Révolution.

C'est pourquoi il n'est pas étonnant qu'un texte fondateur de l'économie politique, *Le Traicté* d'Antoine de Montchrestien, ne soit pas une science du Marché. A cet égard, les réflexions de Cantillon sur le « *commerce en général* », plus d'un siècle plus tard, attestent d'une évolution certaine. Le XVII^e siècle est donc bien ce siècle d'une importante mutation, ce qui renforce le poids des hypothèses polanyiennes. Évoquant la division du travail, Montchrestien en 1615 affirme que « *ce travail public, divisé en tant d'Arts et Métiers* » (p. 73) doit être l'objet de la « *prévoyance politique* ». Rien n'est dit sur une origine marchande de cette division : cette représentation de l'économie est cohérente avec l'idée que le travail doit être institué par le prince. Le marché, comme mécanisme d'allocation par les prix de ressources rares, n'est pas un élément essentiel selon Montchrestien pour qui la vraie rareté est celle des honneurs. La rareté ne lui semble pas contraignante : les hommes sont nombreux et leur aptitude au travail excellente, n'était-ce la mauvaise administration qui contrarie cette abondance qui devrait être ce don immédiat de Dieu. Les marchés sont si subordonnés au principe de « *codification politique* » des flux concurrentiels¹⁵ que c'est la réglementation royale qui, selon Montchrestien, participe à la détermination du bon *volume* de production. Le « *mercantilisme* » semble ici bien être une doctrine de la généralisation des pratiques des Cités médiévales à des territoires incomparablement plus vastes ; le marché comme processus de fixation des prix et des quantités optimales est singulièrement absent. Montchrestien traitant de la question de la possible « *surabondance* » des « *Arts* » et du nécessaire « *profit* » des « *Artisans* » écrit : « *le sage Politique doit prudemment inventer les moyens de faire régner, en ce fait, une juste et tempérée modération entre le trop et le trop peu* » (p. 127). Ce n'est d'ailleurs pas par hasard que Montchrestien, qui prend souvent

¹⁵ Pour reprendre ici le mot et une part de la problématique de Henochsberg (2000).

comme source de l'*œconomie politique* la dite « *œconomie naturelle* » souligne dans le même passage concernant le « *sage politique* » : « *il doit imiter la nature, à qui jamais ne manque rien de nécessaire, à qui jamais rien de superflu ne redonde* ».

On comprend donc pourquoi Montchrestien plaide pour la généralisation, dans le cadre d'un royaume tout entier, des pratiques anciennes des guildes médiévales. Même s'il n'est pas notre contemporain, il est moderne. L'interventionnisme prôné par Montchrestien annonce toutefois celui de l'Etat libéral. En effet, inspiré par son maître, Bodin, il critique les Anciens, en *distinguant l'économie comme chose publique des autres sphères du social*. Les Grecs et Romains n'avaient pas saisi l'importance de cette économie politique comme *police* : « *tout cela revient à ce point quand l'Etat (aussi bien qu'en la famille) c'est un heur meslé d'un grandissime profit de mesnager bien les hommes selon leur propre et particulière inclination (...) on peut fort à propos maintenir contre l'opinion d'Aristote et de Xénophon, que l'on ne sauroit diviser l'œconomie de la police sans démembler la partie principale de son tout... ils ont oublier mesnagerie publique à quoy les nécessités et charges de l'Etat obligent d'avoir principalement égard* ». L'économie politique est l'art de la « *ménagerie publique* », l'idée que le pouvoir a en charge le bien-être des hommes. *Il s'agit là d'une idée neuve*.

Comment les « facteurs de production » deviennent des « marchandises »

Après la Révolution Commerciale mercantiliste, le machinisme nécessite une totale redéfinition et non pas un abandon des interventions publiques. Selon Polanyi (1944), « *l'introduction de machines hautement spécialisées* » dans une société déjà commercialisée « *doit avoir des effets caractéristiques* » (p. 68) car l'amortissement sans risque démesuré de machines coûteuses requiert un fonctionnement adéquat du marché de tous les inputs, dont le travail. Or, pour que l'homme soit prêt à s'offrir de façon permanente sur les marchés, il faut que son comportement économique soit déterminé par des considérations principalement économiques. Il n'est plus possible de conditionner la disponibilité du travail à un complexe de motivations sociales dont l'économie ne serait qu'un élément subsidiaire. Ceci implique que le gain soit un déterminant essentiel des comportements économiques.

L'économie des temps libéraux se pense alors comme une catégorie autonome des liens sociaux. Et pourtant : l'imaginaire économique nous occulte les institutions sociales nécessaires à la bonne marche des capitalismes, fussent-ils fort libéraux. Polanyi (1944) avait déjà beaucoup insisté sur la fonction politique et sociale de l'étalon-or. Aujourd'hui, comme le montrent bien M. Aglietta et A. Orléan (1998), ce qui fait que la monnaie est acceptée par chacun d'entre nous, c'est qu'elle renvoie *de facto* à l'idée d'une société comme communauté. En effet, l'idée de *société* implique simplement de multiples agencements d'individus poursuivant des fins privées alors que la réalité sociale est bien communautaire en ce sens que même la société individualiste n'existerait pas sans une représentation *commune* de ce qui la fonde.

On comprend ainsi qu'une bonne part de la renommée de Karl Polanyi soit due à son concept de « *marchandise fictive* », concept qu'il développe dans son ouvrage de 1944 : *La Grande Transformation*. Polanyi y illustre la thèse selon laquelle des fictions agissent comme représentations créatrices d'un monde. Selon Polanyi, la terre, la monnaie et le travail ne sont pas des marchandises, c'est-à-dire qu'elles n'ont pas été produites en vue de la vente sur un marché. Par exemple, l'environnement naturel n'est pas objet de droits de propriété, sauf dans le cadre d'une fiction qui légitime les droits de pollution échangeables ; plus généralement, sauf à naturaliser un processus social, la terre n'est évidemment pas une marchandise car elle n'est pas pensée comme telle, ainsi que l'attestent de nombreux témoignages anthropologiques et historiques. Il en va de même du travail. Avant que n'émerge une société de marchés, le travail en tant qu'élément extrait de l'existence humaine sous forme de force de travail, n'est pas nécessairement l'objet d'échanges marchands *structurant* la production *d'ensemble* de la société. Le travail s'intègre très souvent dans une série d'activités sociales statutairement définies qui ne peuvent pas être facilement aliénées de façon contractuelle. Certes, l'on peut faire observer que la société romaine, comme société esclavagiste, peut faire du corps même de

l'homme une marchandise. Toutefois, l'économie romaine n'a pas connu le fonctionnement de *marchés autorégulateurs* au sens où nous l'entendons aujourd'hui. Ce fait est reconnu par un historien *a priori* éloigné des thèses de Polanyi. Ceci ne signifie certes pas que les marchés n'existent pas à cette époque, mais que l'économie s'insère dans un tissu de relations sociales qui ne permet pas au marché d'avoir un rôle régulateur.

Ainsi, la *société de marché* repose sur une organisation culturelle fondée sur des fictions particulières. Naturellement il ne s'agit pas de dire que ces marchandises fictives illustrent une sorte d'éternité intangible de la société capitaliste. Les marchandises fictives sont simplement les fondements de l'imaginaire capitaliste. L'histoire sociale et économique résulte d'une tension permanente entre l'*utopie* de la société de marché et les résistances que les réalités sociales opposent à l'emprise de cette utopie. Ainsi, la constitution progressive du salariat capitaliste dans un espace statutaire durant les Trente Glorieuses s'oppose à la volonté du capital de réduire la mobilisation du travail à une forme purement contractuelle. Dès le XIX^{ème} siècle, le développement de la société de marché suscite un ensemble de protections sociales extrêmement diverses qui, progressivement, nuisent à la capacité autorégulatrice du marché capitaliste ; celui-ci, comme auparavant, ne peut plus être si peu regardant sur le coût de la vie humaine. Autrement dit, les *mouvements* d'institution du Marché suscitent des « *contre-mouvements* » sociaux aussi créatifs à leur façon que l'utopie capitaliste l'est. La dialectique du « *double mouvement* » polanyien ne relève d'aucune téléologie. Nazisme et New Deal furent des sorties bien différentes de la première société de marché qui se constitue au XIX^{ème} siècle.

L'histoire économique doit donc être comprise de façon non téléologique. Il n'y a pas de force qui nous conduise nécessairement à cette fin de l'histoire, la société de marché. Dès lors, sont disqualifiées les théories économiques libérales les plus modernes appliquées à l'histoire, lesquelles participent de la projection de postulats de la société de marché dans les sociétés passées : l'on pense ici aux belles constructions de North ou d'Hayek qui reviennent à dire que ce qui n'est pas capitaliste l'est d'une façon cachée ou inachevée. Nous pouvons donc affirmer qu'il serait vain de tenter d'établir des ressemblances entre les différentes formes d'économies qui ont connu des marchés avec ce que nous entendons aujourd'hui par Marché.

Conclusion : le néolibéralisme contre la démocratie

Depuis la fin des années 1970, on observe partout un recul de la logique statutaire régissant l'usage de la force de travail ; les politiques de « *monnaie forte* » sont appuyées par des banques centrales dites « indépendantes » dont « l'indépendance » n'est effective qu'à l'égard des pouvoirs démocratiques. La dépendance de ces banques qui font la politique de la monnaie est en revanche totale à l'égard des marchés financiers. Alors qu'autrefois c'étaient les négociations autour de l'unité de salaire qui déterminaient le fonctionnement du système monétaire, ce sont maintenant les exigences de la finance et de la monnaie qui déterminent la fixation des salaires selon les modalités les plus proches possibles du contrat marchand « *pur* ». Nous assistons à la création de nouvelles marchandises : après la terre c'est le vivant lui-même qui devient l'objet de l'*imperium* mercantile. La « démocratie de marché » devient l'horizon indépassable de notre temps. Or, très curieusement, alors que les Etats européens ont des marges de manœuvre qu'ils ont volontairement réduites à néant, le dernier refuge de la politique semble être les pratiques émanant de la technocratie d'une banque centrale ! Ainsi, en Europe, notre actuelle société de marché n'en a pas fini avec la politique, même si la politique donc il est question vide de son contenu démocratique, déjà fort insuffisant, les institutions des Etats-Nations.

Il y a deux siècles, la constitution de l'hégémonie britannique fut le premier vecteur de la société de marché. Il n'y a pas de « *non-interventionnisme* » libéral. Polanyi (1944, p. 201) nous prévenait déjà d'un trait bien ancré de notre monde : « *Le tenant de l'économie libérale peut (...) faire appel à la force violente, à la guerre civile, pour instaurer les conditions préalables à un marché autorégulateur* ». Mais, ce que le Royaume-Uni faisait péniblement de l'Empire Ottoman aux Indes, les

Etats-Unis aspirent à le faire d'une façon plus problématique encore. Or, le monde est sans doute trop complexe pour que s'instaure un empire *débiteur* et non *créancier* comme ce fut le cas de l'empire britannique, sauf à faire un usage constant de la force. Il est possible que les difficultés politiques et sociales rencontrées par la deuxième mondialisation¹⁶ capitaliste remettent au premier plan de l'attention des théoriciens l'aspect *politique* de la construction *sociale* de la réalité économique. *La démocratie doit trouver toute sa place dans la construction de marchés subordonnés consciemment à la société.*

L'idéal démocratique se heurte, certes, aux solutions néolibérales, depuis le « consensus de Washington », visent à éradiquer les institutions démocratiques de tout contenu effectif. On veut ici convaincre les citoyens de renoncer à la réalité de leur droit politique, dont ils feraient un usage irresponsable. Le débat relatif au fameux « Traité établissant une constitution pour l'Europe », heureusement rejeté par les peuples de France et des Pays-Bas, en 2005, est un exemple caricatural de cette ambition technocratique. Ainsi, contre ce type de politique, qui établissent comme fin première de la société politique européenne, la « concurrence libre et non faussée », et non pas le droit à la vie dans l'égalité liberté, les réveils des désirs politiques des peuples sont toujours possibles

Bibliographie

Aglietta M., Orléan A. eds., 1998, *La monnaie souveraine*, Paris, Odile Jacob.

Arensberg M., Pearson H., Polanyi K., 1975, *Les systèmes économiques dans l'histoire et la théorie*, introduction à l'édition française par M. Godelier, Paris, Larousse.

Graslin L. Maucourant J., 2005, « Le port de commerce : un concept en débat », *Topoi*, 12-13, pp. 215-257.

Guerrien B., 1999, « Prix, marché et microéconomie », *DEES*, 120, pp. 61-67.

Henochsberg M., 2001 *La Place du marché*, Paris, Denoël.

Latouche S., 1998 « Le concept de marché, sociétés marchandes et société de marché », pp. 147-148 dans J. Maucourant et alii, *La modernité de Karl Polanyi*, Paris, L'Harmattan.

Maucourant J., Tinel B., 2005, « La question nationale et les mutations du capitalisme », *Utopie Critique*, 2^{ième} trimestre, mai, 33, pp. 71-86.

Maucourant J., 2005, *Avez-vous lu Polanyi ?*, Paris, La Dispute.

Montchrestien A. 1615 *Traicté de l'économie politique*, éd. Critique par F. Billacois, Librairie Droz, Genève (1999).

North D. C.,

1997 « Le défi de Karl Polanyi. Le marché et les autres systèmes d'allocation des ressources », *La Revue du Mauss*, 10, 2 : 51-64 (1977 pour la version anglaise).

1990 *Institutions, institutional change and economic performance*, New York, Cambridge.

¹⁶ Telle qu'elle s'esquisse à partir de 1979. Se référer à ce propos à Maucourant & Tinel (2003) où nous développons ce point.

Polanyi K.,

1944, *La Grande Transformation - Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard (1983).

1947 « Our obsolete market mentality », in K. Polanyi, 1968, pp. 59-77.

1957 « L'économie comme procès institutionnalisé », in Arensberg M., Pearson H., Polanyi K. eds 1957, pp. 239-260

1963 « Ports of trade in early societies », in K. Polanyi, 1968, pp. 238-261. 1968, *Primitive, archaic and modern economies*, G. Dalton ed., Boston, Beacon Press.

1975 « Traders and trade », in J. A. Sabloff et G. C. Lambert-Karlovsky eds, pp. 133-154, *Ancient Civilization and Trade*, University of Mexico Press, Albuquerque.

1977 *The livelihood of man*, New-York-San Francisco-London, Academic Press.

Veblen T., 1923 *Absentee Ownership and business enterprise in recent times*, London, G. Allen and Unwin.